

# ENTRETIEN

DE M. LINGUET

ET

DE M. BERGASSE,

*SUIVI du dernier Mot du Tiers-Etat, à la  
Noblesse de France & du Mémoire du  
peuple français au Roi, sur le Mémoire  
des princes.*

Par l'Auteur de l'AVIS IMPORTANT.



Coe

FRG

3675

ENTRÉE

DE LA LIBRAIRIE

DE LA BOUTIQUE

DE LA BOUTIQUE  
DE LA BOUTIQUE  
DE LA BOUTIQUE  
DE LA BOUTIQUE

DE LA BOUTIQUE





ENTRETEN  
DE M. LINGUET  
ET  
DE M. BERGASSE,

*Au Château de \*\*\*.*

---

M. LINGUET.

**M**ONSEIGNEUR, je me rends à vos ordres.

LE PRINCE.

Mon invitation vous aura surpris. On m'a fait une étrange réputation dans le monde : il y a des gens qui ont cru voir s'accomplir le vœu d'Henri IV, d'avoir son fils aîné conseiller au parlement, & le second roi de France ; avec cette différence que l'aîné est roi, & que c'est moi qui suis le conseiller. Il est difficile pourtant que je sois ennemi des intérêts que vous défendez. Votre apparition ici va surprendre M. Bergasse, qui vous croit dans le tombeau avec Beaumarchais. Il faut vous attendre au premier mouvement d'une sainte



indignation ; mais la crise sera de peu de durée : le voici.

M. Bergasse, les parlemens triomphent du silence de M. Linguet. J'ai voulu vous procurer un triomphe plus flatteur & plus digne de vous. J'ai cru qu'il n'y auroit personne qui ne se reposât sur l'un de vous de la défense de la cause qu'il soutient , & il m'a semblé que vous mettre en présence l'un de l'autre , ce seroit entendre à la fois toute la nation.

#### B E R G A S S E.

Je suis surpris que votre altesse exige de moi de supporter la vue & les discours d'un homme , pour qui j'ai déclaré l'horreur & le mépris que m'inspiroit sa doctrine détestable. Je ne me retracterai point. Ecrivain sans pudeur , publiquement soudoyé par le ministère , abuser comme vous de ses talens pour s'élever contre les droits de l'humanité , réclamés universellement par une nation de 24 millions d'hommes , lassé enfin de son oppression & de sa servitude , c'est commettre une grande impiété , que la roue & le bûcher ne sauroient assez punir , & dont le ciel tout seul s'est réservé la vengeance.

L \* \* \*.

M. Bergasse , vous êtes toujours en colere. Comme la Pythie , vous n'ouvrez la bouche qu'en fureur : du moins M. Séguier n'a brûlé que l'écrit , mais vous voulez brûler l'écrivain. J'attendois plus de douceur d'un philosophe qui a tant pleuré sur les insomnies de Guillaume Kornmann.

#### L E P R I N C E.

Messieurs , point d'aigreur. Je ne me souviens plus quel Romain étant préteur à Athenes ,

donna à dîner à tous les philosophes , chefs des différentes écoles , & prétendit leur faire signer une transaction philosophique générale. Le dîner finit comme le festin des Lapithes ; j'espère qu'il n'en sera pas de même ici. Je ne crois pas la paix impraticable entre vous , & vous étiez dans le parti contraire , plutôt que dans des sentimens opposés , du moins sur bien des points. Vous avez cru tous deux défendre la meilleure cause. Traitez-vous donc , messieurs , avec plus de ménagemens. Nos anciens chevaliers se donnoient l'accolade avant le combat.

L \* \* \*.

Le mal vient de ne pas s'entendre. M. Bergasse verra que nous sommes déjà d'accord sur la plupart des articles.

#### LE PRINCE.

Et sur les autres , M. Linguet , dans son dernier numéro , souhaite que quelqu'un lui défilât les yeux. C'est un prosélyte digne de vous , & qui mérite qu'on l'éclaire. J'ai cru ne pouvoir le mettre en meilleures mains. Allons , M. Bergasse , allons , signez au moins une trêve.

L \* \* \*.

Eh bien , mon très-digne confrère en plaidoirie , quoique nous ne soyons sur le tableau du bâtonnier ni l'un ni l'autre ; vous avez parlé , dites-vous , en présence des rois , & vous n'avez pas été confondu , *loquebar in conspectu regum & non confundebat* ; c'est qu'il vaut mieux parler en présence des rois qu'en présence de *messire Antoine*. Celui-ci a fait , il y a deux ans , un beau réquisitoire pour prouver qu'on ne peut pas arracher à la roue trois innocens , quand sa compagnie les avoit condamnés ; aujourd'hui il vient de faire un beau réquisitoire pour prouver que la liberté de la



nation & les privileges des Francs ne vont pas jusqu'à lire un journal quand il déplaît à sa compagnie. Il ne lui eût pas été facile de confondre le journaliste ; mais quand on veut avoir raison , en Sorbonne on a des moines , & au parlement des bourreaux qui brûlent , ou des avocats qui raient , & l'on est bien sûr de fermer la bouche à un harangueur importun , au moins avec un bâillon. Le voilà donc qui , prenant la verge d'un huissier , trace un cercle immense autour des frontieres , depuis Lille jusqu'à Marseille , & par la magie de cette baguette , arrête & fait retourner en arriere mes pauvres feuilles , devenues le jouet d'un souffle du robin , comme celles de la sibylle l'étoient des vents.

Nous sommes déjà d'accord sur un grand point, la liberté de la presse. Vous n'avez cessé de défendre cette liberté avec courage ; vous allez jusqu'à *protéster contre tout ce qui se feroit aux états-généraux , comme nul ; si on ne l'accorde au moins sur les matieres d'administration & de législation.* Ce n'est pas pour vous seul sans doute que vous la sollicitez : on fait assez que vous n'êtes pas le partisan des privileges. Comment donc avez-vous pu juger dignes de tous les supplices , ceux qui ne faisoient qu'user , comme vous , de cette liberté ? la loi est pour tout le monde.

Pour moi , qu'on peint si égoïste , si intolérant , si despote , quoiqu'un peu jaloux de la familiarité avec laquelle vous tutoyez Louis XVI , j'ai félicité le tiers-état , à la veille des états-généraux , d'avoir à opposer aux prélats & aux barons un quaker tel que vous. Je ne m'explique point sur la cause Kornmann , que vous avez rendue célèbre ; mais j'aime le courage que vous avez montré. C'est cette liberté qui fait tout l'intérêt des combats du barreau. Avec

elle , vous avez mis l'orateur à sa place , & vous lui avez assigné son véritable rang dans la république , lorsque sur une cause de tous les jours & d'un intérêt médiocre , & sur le banquier Kornmann , vous avez appelé l'attention de l'Europe , autant que Fox , Burke & Sheridan sur Varen-Hastings. J'ai regretté qu'il m'eût manqué un adversaire tel que vous. Peut-être la tribune de Rome & d'Athènes n'eût-elle sur notre barreau que l'avantage de cette généreuse liberté , & si leurs plaidoyers coûteraient la vie à Démosthènes & à Cicéron , c'est que cette liberté n'existoit déjà plus.

Vous l'avez ramenée en France , en citant devant les tribunaux des hommes en place ou en crédit , pareils à ces Athéniens dont parle Xénophon , qui auroient été au désespoir qu'on crût qu'ils dépendissent des juges.

B \* \* \*.

A quoi tend ce discours , en faveur de la liberté de la presse ? nous sommes d'accord sur sa nécessité.

L \* \* \*.

Aussi marché-je à un autre but , où je ne tarderai pas d'arriver. S'il faut que tout le monde dépende des juges , il faut aussi que les juges dépendent de tout le monde , c'est à dire du public ; ce qui est impossible , tant qu'il y aura des compagnies de juges aussi puissantes que les parlemens. C'est où je voulois vous amener. Je fais bien que vous voulez la liberté de la presse , mais vous demandez aussi des parlemens : en quoi vous êtes comme la plupart des hommes , vous voulez des choses contradictoires.

Concevez M. Séguier avocat-général d'un grand bailliage. Jamais l'homme de robe dans sa sphere



rétrécie & du fond de sa petite chaise curule ; n'auroit eu l'orgueil d'étendre sur la surface quarrée du royaume une main souveraine , & de dire à tous les Français : le public avide de nouveauté , se dispute à qui jouira le plutôt des annales , je les défends ; & on ne les lira plus sans ma permission. Ainsi il frappe l'arbre de stérilité , non pas comme le figuier de l'évangile , parce qu'il ne porte pas de fruits , mais parce qu'on se les dispute.

N'est-il pas inconcevable que tandis que cet homme de bien faisoit semblant d'appeler les citoyens à la liberté universelle , il ait eu l'impudence d'attenter ainsi à celle de lire ?

S'il est cependant une nation chez qui la liberté civile tienne à la liberté de la presse , c'est la nôtre , où l'opinion , cette reine du monde , exerce surtout son empire. Mais les parlemens , jaloux d'être seuls juges souverains , ne redoutent rien tant que la rivalité de ce tribunal. On a vu dans tous les temps , quel cri s'est élevé du parquet contre l'écrivain qui , comme Dupaty , a osé appeler de leurs arrêts devant la nation.

Le dernier degré de la tyrannie , est de s'étendre à la pensée & aux écrits. C'est faire la guerre à la vérité même , étant de la nature des écrits de n'avoir un succès durable , qu'autant qu'ils sont vrais. Le plus tyrannique des gouvernemens fut celui des décenvirs , & il n'en faut d'autre preuve , selon Montesquieu , que la loi qu'ils firent portant peine capitale contre les libelles & les poètes. Si on y prend garde , dit-il , ce sont toujours les nobles qui ont porté de pareilles lois. Si dans la monarchie quelque trait va contre le monarque , il est si haut , que le trait n'arrive pas jusqu'à lui ; un seigneur aristocratique en est percé de part en part.

Est-



Est-il difficile maintenant de reconnoître de quel côté est le dernier degré de la tyrannie ; Comparez la tolérance du prince & des ministres avec celle des parlemens. Vous avez dit , M. Bergasse , *que les ministres avoient formé une horrible conspiration contre la prospérité d'un grand peuple & contre celle de son souverain. Vous avez accusé de vouloir consommer l'esclavage de la nation , celui à qui elle doit , d'avoir obtenu du prince l'aveu le plus difficile à faire à un roi , qu'il n'avoit pas le droit d'imposer ; vous vous êtes écrié que ce pays n'avoit plus de magistrats , plus de loi ; qu'il ne restoit que le despotisme , des ministres , des soldats & des bourreaux ; qu'à toutes les délibérations des hommes qui nous gouvernent , présidoit cet esprit d'imprudence & d'erreur ;*

De la chute des rois funeste avant-coureur :

Et lorsque sans autre droit que celui de citoyen , vous prédisez ainsi que dans quarante jours l'empire seroit détruit , vous vous êtes promené dans la capitale , avec autant de sûreté que l'envoyé du ciel dans Ninive.

Et moi... mais point de parallèle ; on crieroit encore à l'égoïsme. J'aime mieux vous demander à vous-même , M. Bergasse , si vous auriez osé parler du procureur-général du parlement , comme vous avez fait du procureur du roi & du lieutenant criminel du châtelet. Et pourquoi avez-vous noté si librement ces juges ? C'est que le châtelet , avec assez d'autorité pour se faire respecter , en a trop peu pour faire trembler & pour asservir ?

Vous voyez que loin d'être l'acheminement à une législation désastreuse , les bailliages étoient plutôt favorables à la liberté.

B \* \* \*

Quelle liberté ! & que les avantages qu'ils pré-

B

sentoient sont foibles en raison de l'oppression générale qu'ils faisoient craindre ! quand vous regrettez ces avantages , vous n'imites pas la sagesse d'Ulysse , vous voulez retourner dans l'autre du cyclope pour un chapeau & pour une ceinture que vous y avez laissée. La tyrannie ne montre d'abord qu'une main pour secourir , & opprime ensuite avec une infinité de bras. Qui ne voit que cette législation étoit manifestement imaginée pour préparer les voies au plus affreux despotisme , & pour assurer de loin une fatale impunité aux crimes , aux dissolutions & aux brigandages de toute espee.

L\*\*\*.

Déclamations vagues & indignes d'un écrivain tel que vous. Vous ne haranguiez pas sans doute en séditieux pour émouvoir cette populace attroupée en veste sur le pont-neuf. Vous écriviez pour cette portion de citoyens qui réfléchit , & n'est ni dominée par l'intérêt , ni aveuglée par le fanatisme. Dites-moi si ce projet des nouveaux tribunaux n'a été conçu qu'en haine des parlemens & de la liberté , si tout n'a été fait qu'en vue de la cour pléniere ; pourquoi cette cour pléniere a-t-elle été sacrifiée si facilement aux alarmes de la nation.

B\*\*\*.

C'est que les ministres y ont été contraints par le murmure général , c'est qu'il falloit bien que le pilote cédât à la tempête.

L\*\*\*.

Mais s'il est ainsi , le projet de la cour pléniere abandonné , pourquoi soutenir si long-temps celui des nouveaux tribunaux ?



B\*\*\*.

C'est qu'il importoit peu au despotisme qu'il n'y eût point une cour pléniere , pourvu qu'il y eût des bailliages : l'essentiel étoit qu'il n'y eût plus de parlemens.

L\*\*\*.

Oui, si le roi n'avoit fait taire les craintes de son peuple qu'en retirant son édit, mais il venoit de donner à la nation un autre gage bien plus sûr, qu'il vouloit en être le pere. Il avoit fait cette déclaration solennelle, entendue avec transport de toute la France (1), & reconnue, en ce moment, loi constitutionnelle & fondamentale, que le roi ne peut imposer sans le concours des états. D'après cet aveu, qu'avoit-il à craindre ou à espérer des parlemens ? Comment les bailliages pouvoient ils être un acheminement à l'oppression générale, & quelle propriété étoit mise en péril par la nouvelle législation ?

B\*\*\*.

La plus intéressante de toutes les propriétés, celle de sa personne. Les parlemens n'existant plus, nul frein au pouvoir des ministres, & à la tyrannie des lettres de cachet.

L\*\*\*.

Je suis l'ennemi des lettres de cachet autant que vous, M. Bergasse, qui en avez été quitte pour la peur. Le réquisitoire me compare à Pierre l'Arétin : on fait bien pourtant que ce n'est pas une chaîne d'or que j'ai reçue de la France en 1780,

---

(1). Réponse du roi, du 20 juin. Arrêt du conseil, du même jour.

*meminisse horret.* Je pourrois observer que depuis , les choses ont changé ; que comme ces poisons , que l'art a dépouillés de ce qu'ils avoient de mal-faisant , confiées à un tribunal composé de sages , les lettres de cachet ne sont plus aujourd'hui qu'un remede entre les mains des Malesherbes ; que supposé qu'il reste encore quelque venin , la nation doit plus espérer des états généraux que des parlemens , qui n'ont guere crié contre ce foudre ministériel que lorsqu'il tomboit sur des robes rouges. Mais je veux que la nouvelle législation eût laissé ce glaive suspendu sur nos têtes ; si les ministres ont leurs lettres de cachet , le parlement n'a-t-il donc pas les siennes ? n'a-t-il pas ses *veniat* , ses interdictions , ses lacérations , ses décrets ? N'a-t-on pas vu le parlement de Paris lancer autant de décrets de prise de corps contre les molinistes , que Fleury expédioit de lettres de cachet contre les jansénistes ? Eh quoi ! n'est-ce donc pas une lettre de cachet , & la plus terrible de toutes , que celle que m'a délivrée , en 1775 , une poignée d'avocats , lorsque , sans forme de procès , leur bâtonnier m'interdit d'un trait de plume le feu & l'eau. Ils appellent cela un ostracisme , mais du moins la coquille noire devoit être donnée par le tiers des citoyens ; du moins cet ostracisme que Plutarque appelle *le soulagement de l'envie* , ne duroit que dix ans , temps fixé alors , pour la plus longue durée de cette maladie , aujourd'hui incurable chez les avocats. De même la lettre de cachet du prince a un terme. Du moins elle nourrit ceux qu'elle frappe ; du moins les ministres ne dispo-sent point de l'infamie & des bourreaux. Admettant donc que les lettres de cachet fussent toujours tyranniques , mes compatriotes de bon sens au-



soient dû se réjouir encore & dire : nous avons deux tyrans , ce sera un de moins. Il faut bien que vous conveniez , M. Bergasse , que ces bailliages dont vous avez fait l'épouvantail de la nation , nous ôtoient une partie de nos fers sans appesantir le reste. Et si lorsqu'on les a poursuivis dans leur retraite avec des malédictions , les ministres n'ont pas dit comme Thémistocle & Coriolan : *peuple ingrat* ; le prince l'a dit pour eux d'une manière bien touchante , par ce mot de sa déclaration , mot inoui dans la bouche d'un roi de France : *le bien est difficile à faire.*

B\*\*\*.

Quelle reconnoissance la nation leur devoit-elle ? leur projet fut de l'asservir. C'est la vengeance contre les parlemens qui a imaginé les bailliages. Si l'édit de la cour pléniere a été retiré , s'ils ont fait signer au prince l'aveu qu'il n'avoit pas le droit d'imposer , c'est qu'il falloit prévenir le soulèvement des provinces. On ne juge pas l'événement , mais l'intention.

L\*\*\*.

Pourquoi calomnier l'intention ? Etoit-ce dans l'espoir de fouler plus aisément les peuples , où d'après cette maxime qui avoit pu séduire des hommes de bien , *un seul roi , une seule loi , un seul enregistrement* qu'on établissoit cette cour pléniere ? Je l'ai dit : loin de devenir un divan , cette cour en très-peu de temps auroit pu s'élever en un colosse bien plus formidable à l'autorité que tous les parlemens ensemble ; ce qui paroissoit aux autres un divan , me parut bien plutôt la chambre haute. Mais en hasardant mes conjectures sur l'effet , je

ne me suis point arrogé de prononcer sur le motif.  
Je ne lis point dans les cœurs.

De même étoit-ce la haine des parlemens, ou la haine des abus & le zèle de la justice qui instituait les nouveaux tribunaux ? Quand une cause est douteuse, on juge de la nature par ce qui suit. Pourquoi envenimer le motif, quand j'en trouve un si noble dans le préambule de l'édit, & que la suite semble justifier que c'étoit le véritable ? Peut-on croire que le prince ne voulût que cimenter le despotisme, lorsqu'il a fait de si grands sacrifices de son autorité ; qu'il ne voulût que s'affranchir de l'importunité des remontrances, & fermer l'oreille à la voix de ses sujets, lorsque dans ces jours où cette voix ne lui étoit plus portée par les parlemens, il lui a suffi de ne point entendre autour de lui les acclamations des citoyens, il a cédé à ce silence seul, & s'est empressé de dissiper les craintes en retirant l'édit ; & cet édit, peut-on croire qu'il l'eût publié pour vexer la nation d'impôts arbitraires, quand il déclare le moment d'après ne pouvoir imposer sans le concours de la nation ?

Et qu'importe le motif ? Pour contredire Tibère, son successeur à l'empire commença son règne par rétablir les comices & abolir le crime de lèse-majesté. La cause de ces changemens les rendit-elle odieux ? c'est l'ingratitude qui cherche dans le motif à s'affranchir de la reconnaissance.

L'édit désastreux étoit retiré, les états-généraux étoient convoqués ; eux seuls désormais pouvoient imposer ; dès-lors, quelque fût le motif, je demande ce que pouvoit avoir de commun la cause des nouveaux tribunaux avec celle de la liberté. N'est-il pas évident même qu'on pouvoit la soutenir par un amour éclairé



de cette liberté ; mais où il est facile à leur défenseur de triompher , c'est en faisant voir qu'on devoit la soutenir par un amour éclairé de la justice.

Dans son véritable sens , justice & liberté sont synonymes , puisque la liberté qui n'est pas justice , est licence. Il y a toujours dans une nation un petit nombre d'hommes qui ne lui parlent que de sa grandeur pour qu'elle ne voie pas leur ambition , & s'efforcent de couvrir leur intérêt particulier des apparences de l'intérêt général ; mais l'intérêt général est la justice. La justice est le plus grand bienfait de société. C'est elle qui a fait les cités. Sans elle , dispersés & pareils entr'eux aux différentes especes d'animaux , les hommes seroient sans celle la proie du plus fort. C'est elle qui a fait les monarchies , & chez tous les peuples comme chez les juifs , les rois ont succédé aux juges. C'est elle qui protège le berceau de l'enfance , défend l'héritage du riche , veille au salaire du pauvre , est l'appui du foible & le premier besoin de tous. C'est aussi le premier serment que le roi fait à son sacre : *Promitto & spondeo legem & justitiam facere & conservare*. On voit qu'il n'est roi que pour remplir cette promesse , puisque c'est alors , comme s'il ne régnoit qu'à cette condition , qu'on lui adresse ces belles paroles : *Esto dominus fratrum tuorum & incurventur ante te filii matris tue*. Ce serment , j'ose le dire , jamais roi de France ne l'a mieux rempli que Louis XVI par son édit du 8 mai , sauf les modifications.

J'avois regardé nos maux comme sans remède , si les parlemens rentroient triomphans & obtenoient du prince qu'il condamnaît lui-même sa loi. Ne désespérons point de la république , puisque l'édit n'est point abrogé , mais suspendu. A l'exemple de ceux qui proposoient

une loi à Rome , le prince vient de soumettre celle-ci au jugement de la nation , non pas seulement pendant 27 jours de marché , comme chez les Romains , mais jusqu'aux états-généraux , pour être ensuite portée ou modifiée. Comme je m'honore toujours du nom de Français & me regarde comme un citoyen , les interdits contre moi étant aussi illégaux que les lettres de cachet , je donnerai donc mon scrutin , & vais le motiver.

C'est un mot fameux d'Alfred , surnommé le Sage , le Grand , que la justice est la dette des rois , & qu'ils la doivent à la porte de chacun de leurs sujets , & non à plus de cent lieues de leur demeure.

Voici un passage remarquable d'un livre qui parut il y a 30 ans , de l'ami des hommes , ouvrage qui mérite ce titre à bien des égards :

« Il est des tribunaux à qui , par leur création , on attribua en dernier ressort les causes jusqu'à la concurrence de 250 livres. On les a laissées en cet état , sans penser que 250 livres d'alors représentoient 1000 liv. d'aujourd'hui , & conséquemment on a laissé rétrécir leur ressort des trois quarts.

» L'accroissement d'ailleurs des affaires eût dû engager à subdiviser de nouvelles attributions à tous les tribunaux subalternes , plutôt que de leur en retrancher. Le parlement de Paris rend la justice à un grand tiers du royaume. Le peut-il ? il assure que oui : & je dis que non , plus croyable en cela , parce que j'ai vu sur les lieux & dans les cantons les plus éloignés de son ressort , combien le pauvre est à plaindre d'être menacé d'un déplacement de cent lieues , pour aller plaider où l'argent échappe le plus promptement , & nécessairement des mains d'un étranger.

» Enlevez un mouton à un berger , ce pauvre homme



l'homme va porter sa plainte au juge des lieux. Si ce juge inique ou ignorant adjuge le mouton au voleur, le pauvre perd un mouton ; mais en supposant qu'à trente lieues de-là, on lui rende justice, il a vendu six de ses moutons pour subvenir aux frais du voyage & de la poursuite, tandis que le reste a été mal soigné. Si cette justice en dernier ressort est à cent lieues, adieu tout le troupeau ; il conclut, & ne cesse de répéter, mieux vaut injustice auprès, que justice au loin.

» Pierre, au village, est un patriarche connu, Laurent un fripon avéré. Le bailli fait cela, & en tire des conséquences. La loi le voulut ainsi, & dans sa simplicité primitive, ordonna qu'on eût égard à la réputation personnelle. Cette sorte de lumière s'évanouit dans l'éloignement. La distance fait pis encore. Les succès de l'honnêteté sont lents & solides, ceux de son contraire sont prompts & passagers ; mais ils durent au moins le temps d'une instance. La vigilance est la vertu du vice, & Laurent dévalise Pierre par les mains de la justice.

» A Dieu ne plaise que je prétende inculper la vigilance du plus ancien & du plus respectable tribunal de l'Europe ; mais Paris seul donne plus de procès que trois provinces, & celles qui sont vastes & éloignées de son ressort, telles que l'Auvergne, le Lyonnais, le Berry, le Poitou, la Champagne, devroient avoir leurs parlemens. J'ai connu plusieurs des parlemens de province, partout j'ai vu des aigles en affaires, des hommes d'une probité antique & recommandable, des principes élevés d'honneur & de justice, une connoissance profonde des lois, des usages & du droit public, des hommes enfin, des magistrats, des jurisconsultes qui auroient brillé à Paris. Si d'une part l'émulation que donne un vaste théâtre, l'habitude des grandes affaires, &

le secours qu'on tire du talent d'autrui , dans un pays où tout se rassemble , concourent à former de grands hommes dans la capitale ; d'un autre côté , ces avantages se trouvent compensés dans les provinces , par la paix d'un séjour plus tranquille , l'éloignement de tous appas corrompteurs , la facilité de l'étude & de la réflexion , toutes choses refusées aux habitans de la capitale. Et n'est-ce rien que de multiplier dans un pays les hommes de tête & studieux , les hommes capables de servir l'état & les particuliers ? »

C'étoit trente-deux ans avant l'édit du mois de mai , que M. le marquis de Mirabeau établissoit ainsi la nécessité des nouveaux tribunaux. Cet auteur n'est pas suspect d'avoir écrit en haine des parlemens , & en vue de la cour pléniere.

Je commence par demeurer d'accord , qu'étant de la nature du pouvoir de s'agrandir sans cesse , & d'aller , jusqu'à ce qu'il trouve des limites ; dans une monarchie qui n'auroit ni assemblées nationales , ni provinciales , pour contre-balancer le pouvoir d'un seul , des compagnies de juges aussi puissantes que les parlemens , seroient favorables à la liberté de la constitution. Mais hors ce seul cas , elles ne sont plus que dangereuses à la liberté du citoyen. Les anciennes républiques craignoient de laisser dans les mêmes mains , les jugemens , autant que le commandement des armées. Les juges y changeoient sans cesse , comme nos juges consuls. A Athènes , Solon avoit voulu qu'ils fussent pris dans la dernière classe du peuple. A Rome , ils ne furent d'abord choisis que parmi les sénateurs ; ce fut le triomphe de Tibérius Gracchus , d'enlever au sénat la puissance de juger , & de la transporter à un ordre qui , parce qu'il étoit intermédiaire , auroit été le plus propre à tenir la balance entre les grands & les peuples , & à administrer la justice , s'il n'eût pas administré en même temps les deniers publics. A Carthage ,



où cette puissance fut laissée aux sénateurs, quels effets funestes ne produisit-elle pas ? En un mot, l'histoire toute entière confirme ce que dit très-bien Suidas, que la perpétuité & la vénalité des offices de juges établit une aristocratie dans l'Empire.

Pour n'envisager cette aristocratie que sous une seule face, ne parler que des abus que j'ai vus autour de moi, & de ce qu'elle a de contraire à la liberté civile & au bien de la justice ; il suffit d'observer ici, qu'en général des compagnies de juges, telles que les parlemens, résistent mal à l'attrait du pouvoir arbitraire, en quoi elles font consister le pouvoir suprême. Moi, dit un conseiller, que je juge comme un bailli selon la forme. Les formes sont pour les juges subalternes ; le privilège des cours est de juger selon la conscience. Ils oublient que les lois sont la conscience publique à laquelle la conscience des particuliers doit toujours céder.

Il y a long-temps que le chancelier de l'Hôpital leur adressoit le même reproche. *Vous jurez de garder les ordonnances & en faites comme de cire, ainsi qu'il vous plaît. Il y a plus ; car vous vous dites être par-dessus les ordonnances. Le roi vous fait une ordonnance, vous l'interprétez, vous la corrompez, vous allez au contraire. Il y a grandes plaintes contre vous, & le roi est en voie de vous ôter la connoissance de beaucoup de causes.*

Depuis l'Hôpital, le mal est bien empiré. On en peut juger par un mot du premier président du temps de la fronde. Jaloux du triomphe de M. Broussel, & de ce que l'on avoit tiré le canon lors de son élargissement, il ne put s'empêcher de dire : M. Broussel est un grand homme ; il en faut pourtant neuf autres comme lui rendre le moindre

arrêt. Tout le monde fait que de nos jours , il y a des arrêts qu'un conseiller rend tout seul.

Faut-il d'autre preuve de la puissance excessive de la magistrature & de la nécessité de la resserrer dans ses bornes naturelles , que ce qui vient de se passer ! N'a-t-on pas vu les parlemens échauffer à l'envi toutes les têtes , par des arrêtés incendiaires , se liguier pour ravir aux provinces les avantages de l'édit , flétrir ceux qui osoient concourir aux vues bienfaisantes du monarque , semer par-tout l'alarme ; vouloir , au prix de tout notre sang , préserver des moindres atteintes , une autorité achetée toute entière avec un peu d'or , & se dire : abyme tout plutôt.

Après que le prince eut fait cesser les alarmes de la nation , ont-ils cessé d'agiter les esprits ? N'est-ce pas alors qu'ils ont fait les plus grands efforts ? on a vu qu'ils combattoient , non pour notre liberté , mais pour leur despotisme. Jugez par ce qu'ils ont pu contre le roi , de ce qu'ils peuvent contre les particuliers.

Je n'en prends qu'un seul exemple. C'est une chose digne de réflexion que l'inutilité de tant d'efforts du comte de Lally-Tolendal , pour réhabiliter la mémoire de son pere , & la résistance invincible des parlemens à l'absoudre. Vous , dont la profession sublime est de lutter contre l'oppression , interpretes des lois & nos défenseurs , orateurs , jurisconsultes , aujourd'hui si aveugles sur vos vrais intérêts , qui ne sont autres que de pouvoir faire triompher l'innocence , cet exemple ne devoit-il pas seul vous faire ouvrir les yeux ? Qui de vous maintenant pourroit se flatter d'obtenir la réparation d'une injustice , quand c'est un parlement qui l'a faite ? Qu'on me montre une accusa-



tion plus absurde que celle intentée contre Lally , une iniquité plus éclatante que sa condamnation ? Le parlement de Paris traita alors un général , un gouverneur de l'Inde , avec une cruauté qu'il n'eût pas eue pour le plus vil scélérat. Caligula faisoit mettre une éponge dans la bouche de ceux qu'il envoyoit au supplice. Combien il eût applaudi , à l'idée de ce conseiller , de mettre un bâillon à un homme ! En récompense , il l'auroit fait le second consul avec son cheval. Le parlement de Paris , dont on vante si fort les lumieres & la sagesse surnaturelle , avoit été près de soixante heures à ouïr le rapport de ce procès fameux que Louis IX eût jugé en un quart-d'heure au pied de son chêne. Ce prince n'eût pas souillé l'histoire de notre nation de l'assassinat d'un étranger , qui avoit prodigué son sang pour elle ; mais aujourd'hui les parlemens prétendent dépouiller le monarque lui-même de sa main de justice. Eux seuls , disent-ils , peuvent juger ; eux seuls peuvent reviser les jugemens les uns des autres. Aussi en vain s'étoit-il élevé un cri universel d'indignation contre l'injustice de ce jugement. En vain le comte de Lally , soutenu des témoignages d'un Crillon , d'un d'Estaing , d'un Montmorency , secondé des vœux de la nation , a promené sa douleur de tribunal en tribunal , tendant à ses juges des mains suppliantes & arrachant des larmes ; en vain il a montré que l'éloquence l'avoit appelé autant que la nature à la défense de cette cause célèbre ; le fort qu'il a eu par tout , prouve la nécessité d'abattre les douze têtes de l'hydre : on a vu que les parlemens sacrifioient toujours l'évidence au maintien de l'opinion de leur infaillibilité.

Mais ces maux ne sont sensibles que pour un

petit nombre , pour ces hommes véritablement avocats , qui , comme vous , M. Bergasse , sont profondément affectés du sentiment de l'injustice , implacables ennemis de l'oppression , armés pour l'attaquer sous quelque forme qu'elle se montre , dont le zèle & les efforts croissent en raison de la foiblesse & de l'impuissance de client , de ce que l'intrigue & l'imposture lui opposent d'obstacles , & déterminés à se sacrifier s'il le falloit , & à périr s'ils ne pouvoient vaincre. Les hommes de ce caractère sont rares dans notre barreau , où les exemples de proscription ne sont pas propres à les faire naître. La plupart n'apportent guère dans le temple de la justice que les mêmes vœux qui amènent les autres hommes aux autels de la fortune. Ils ne voient à Thémis , comme à Plutus , qu'un bandeau sur les yeux , & dans la main un dé , & ne se regardent guère autour des juges que comme autour d'une table d'académie , où les profits sont pour eux certains & indépendans du sort.

Maintenant , appelez-moi mauvais citoyen. Que les treize parlemens me notent d'infamie , ils ne changeront point la nature des choses & la définition que Cicéron a faite du citoyen , *bonus est civis qui non potest pati eam in sua civitate esse potestatem , quæ supra leges esse velit*. Le bon citoyen est celui qui ne peut souffrir qu'il y ait dans l'état une puissance au-dessus des lois ; qui ne peut souffrir que des magistrats ministres , aveugles de la loi , se permettent d'opiner lorsqu'elle parle , la sacrifient tous les jours au caprice , à la faveur ou à l'avarice , & exercent impunément cette puissance effroyable que l'Hôpital leur reprochoit. Le bon citoyen est celui qui



veut que chacun soit imposé selon l'ordre de ses richesses ; celui qui voudroit voir revivre cet établissement admirable de Servius Tullius , qui fixoit la part de l'impôt , non-seulement à proportion des richesses , mais eu égard aux rangs , afin que les uns souffrissent la grandeur du tribut à cause de leur grandeur personnelle , & que les autres se consolassent de leur petitesse par la petitesse du tribut. Voilà le bon citoyen , & non ces Décursions infideles qu'une loi de Marc-Aurele condamnoit au feu , qui en répartissant l'impôt de leur cité , surchargeoient les uns pour exempter les autres. Le bon citoyen , c'est celui qui pense que c'est un assez grand mal que l'inégalité se trouve dans les conditions des hommes , sans qu'elle se retrouve encore dans les conditions des villes ; que toutes doivent avoir leurs juges dès qu'elles ont leurs sages ; & que ce qui rend un empire florissant , ce n'est pas la splendeur d'une douzaine de métropoles , mais lorsqu'on y compte , comme Télémaque dans l'Egypte , vingt-deux mille villes. Le bon citoyen , c'est l'avocat qui ne croit pas qu'il n'y ait de théâtre digne de lui que la capitale , mais qui trouve le champ assez beau pour ses triomphes , par-tout où il y a des opprimés à défendre ; qui dit , comme Plutarque , c'est parce que Chéronée est petite , que je ne veux pas la priver d'un citoyen en demeurant à Rome. Le bon citoyen , c'est l'avocat qui ne peut souffrir cette multitude d'officiers subalternes de la justice , incendiant tout autour d'eux dans les campagnes , & leur brigandage le plus odieux de tous , puisqu'il se fait à travers les flammes qu'ils ont allumées eux-mêmes. C'est l'avocat , dont l'indignation s'allume de voir pendant des années entières la veuve en pleurs , prosternée sur le seuil des magistrats , sans pouvoir obtenir un jugement , que malgré son extrême pauvreté , elle étoit

venue solliciter des extrémités du royaume. C'est l'avocat qui se voyant trembler devant eux , en leur présentant cette mere suppliante comme s'il devoit leur demander pardon , de troubler leur repos , & de les émouvoir par le spectacle de l'infortune , gémit alors sur l'avilissement de son ministère , & se rappelle avec douleur ces beaux jours du barreau où l'orateur romain terminoit sa plaidoierie en faisant trembler les juges corrompus , & ceux qui oseroient être prévaricateurs ; le bon citoyen , c'est en un mot celui qui pense comme vous-même , M. Bergasse , qu'il n'y a de constitution vraiment bonne , que celle où les juges ne sont point à craindre , voilà le véritable citoyen , & non l'avocat , qui , au lieu de mettre sa dignité dans celle de ses fonctions , vil complaisant du despotisme , attache son importance à celle d'un parlement , comme un valet attache la sienne à celle de son maître.

Je serois moi-même un détracteur injuste de la magistrature & un déclamateur fanatique , si je ne convenois qu'il est encore dans les parlemens , des hommes dont on peut dire comme Mézerai , des magistrats du temps de Charles VIII ; que la gravité de leur profession les éloigne des vanités du grand monde , du luxe , des jeux , de la chasse , de la danse , des spectacles , & qu'ils trouvent leur plaisir & leur gloire à exercer dignement leur charge : j'en ai connu dans le parlement de Paris , dont le souvenir m'est précieux , & que je ne me rappelle pas , sans un sentiment de vénération & presque d'idolâtrie. Mais les parlemens étoient-ils détruits ? & quand ils l'auroient été , les Daguesseau , les d'Ormesson , les Lamoignon , les Molé , les Montholon , &c , tant d'autres familles moins illustres ; mais en qui les lumières & les vertus ne sont pas moins héréditaires , auroient toujours été l'ornement de la magistrature & de la France.



La révolution ne leur eût rien fait perdre de leur splendeur. Les jésuites ne sont plus ; mais les Bourdaloue , les Daniel , les Rapin , les Vaniere , les Perou , sont des noms toujours chers à la nation. Je suppose qu'on eût voulu détruire les parlemens , c'étoit une belle idée de diviser le royaume en grands bailliages , qui auroient eu un égal arrondissement ; & au cœur de l'empire , dans la capitale , d'établir une cour qui seule eût suffi , comme en Angleterre , pour la discussion des questions importantes , la défense des grands intérêts , & la solemnité des causes célèbres. Ce tribunal semblable à l'ancienne cour législative de nos rois , n'en eût différé , qu'en ce qu'il eût été sédentaire. Ce sont ces arrêts qui auroient fait la jurisprudence & le droit commun du royaume. Ce sénat eût ouvert dans la France un champ vaste aux talens. Ses grands magistrats y auroient trouvé un aréopage , & ses grands orateurs une tribune digne d'eux.

M. B \* \* \*.

Vous vous épuisez à montrer l'avantage des nouveaux tribunaux ; mais j'en ai développé les inconvéniens plus grands encore. Vous ne réfuterez pas l'écrit où j'ai rendu assez sensibles les vices de leur institution.

M. L \* \* \*.

Il me suffit qu'en ce moment vous ne puissiez disconvenir de cette foule d'avantages qu'ils auroient apportés. Quant à ces prétendus inconvéniens , on a vu déjà que l'institution des grands bailliages , ou n'intéressoit en rien la liberté , ou ne l'intéressoit qu'en ce qu'ils lui étoient favorables ; vos autres craintes ne sont pas mieux fondées.

J'ouvre cet écrit auquel vous me renvoyez , &

D

où vous invectivez contre les bailliages ; c'est après avoir relevé une multitude d'abus résultans de l'énorme pouvoir accordé aux juges, après vous être plaint d'avoir tenté , avec le procureur du roi & le lieutenant civil du châtelet , une lutte impossible , que vous commencez par vous écrier : » *Qué  
» seroit - ce donc si j'étois obligé de me dé-  
» fendre par-devant les tribunaux qu'on veut  
» substituer aux anciens ?*

Certes , ce n'est point là , la déclamation qui étoit naturelle. Après la vive & vraie peinture que vous aviez faite de l'autorité formidable de ces juges subalternes ; il falloit vous écrier , comme tout lecteur sensé : que seroit-ce donc si ces passions que vous avez eues à combattre au châtelet , vous les aviez trouvées dans un parlement armés du pouvoir suprême ? mais telle a été la fureur de déclamer contre la nouvelle législation , que dans le même temps que vous vous plaignez de l'énorme pouvoir des juges , vous redemandez des juges tout-puissans.

B \* \* \*.

Aux termes de la loi qui les crée , les nouveaux tribunaux décident en premier & dernier ressort.

L \* \* \*.

Eh quoi ! l'ancienne législation n'offre-t elle pas les mêmes inconvéniens ? les présidiaux ne jugent-ils pas en premier & dernier ressort les causes préjudiciales ? les tribunaux d'attribution ne jugent-ils pas en premier & en dernier ressort les causes qui leur sont attribuées ? le parlement ne juge-t il pas à la grand'chambre , en dernier ressort , ce que le parlement a jugé en première instance aux re-



quêtes du palais ? la même chambre ne juge-t-elle pas une seconde fois en dernier ressort , dans la requête civile , ce qu'elle a jugé une première fois en dernier ressort ? Cet usage de faire rejurer l'affaire par les mêmes est bien ancien. C'étoit une loi d'Athenes , que si l'accusé étoit injustement absous ou condamné par le peuple , l'aréopage lui renvoyoit l'affaire. *Loi admirable* , s'écrie Montesquieu , *qui soumettoit le peuple à sa propre censure.*

B \* \* \*.

Les nouveaux tribunaux sont seuls juges des prévarications & des abus d'autorité que peuvent commettre les magistrats qui les composent.

L \* \* \*.

Sans doute , c'est un abus , & vous faites bien de le relever ; mais l'édit étoit susceptible de modifications. Le législateur invitoit tous ses sujets à écrire librement sur la législation. Et puis , encore une fois , dès que vous attaquez les nouveaux tribunaux , cherchez donc des inconvéniens qui ne leur soient pas communs avec les anciens. Est-ce que les parlemens ne sont pas également juges des prévarications & des abus d'autorité des magistrats qui les composent. Il y a cette différence , que ces abus énormes dans les parlemens , n'étoient pas fort dangereux dans les bailliages ; parce que ceux ci avoient au-dessus d'eux un tribunal supérieur , celui de l'opinion , tribunal qui trouvoit dans la liberté de la presse , une puissance exécutive , dont ils n'auroient pu enchaîner le bras comme les parlemens.

B \* \* \*.

Attendu que les magistrats qui les composent

seront peu nombreux , attendu que la confraternité sera plus étroite , on ne pourra offenser un seul magistrat sans trop ordinairement les offenser tous. Dans un pareil ordre judiciaire , si je me voyois dans la nécessité de récuser , ou de prendre à partie un juge ; qui , parmi les officiers inférieurs de la justice , osera me prêter son ministère ? qui ne craindra pas de se compromettre avec ces arbitres suprêmes , & sans appel de la propriété , de l'honneur , & de la vie de leurs concitoyens ?

L \* \* \*.

La confraternité sera plus étroite , mais aussi plus connue & moins dangereuse. Elle ne pourra demeurer impunie. N'est-il pas évident que l'infamie d'un jugement inique à laquelle ils ne pourroient échapper dans les provinces , contiendra les juges. Les parlemens à cent lieues de l'opinion publique , ne sont pas retenus par cette considération. D'ailleurs , pour remédier à cette trop grande puissance des juges , il est plusieurs moyens sûrs & aisés.

Mais , en vérité , M. Bergasse , je ne saurois m'empêcher de faire une réflexion : si tout ce que vous me répétez ici , vous ne l'aviez pas imprimé , ceux qui liront cet entretien , croiroient que je l'ai fait à plaisir , & que je m'y suis donné un contradicteur qui , ayant l'air de soutenir la cause des anciens tribunaux , ne dit au fond pas un seul mot qui ne démontrât la nécessité d'établir les nouveaux. Vous vous faites des craintes chimériques , de la difficulté qu'il pourra y avoir d'obtenir la prise à partie contre les juges des bailliages ; & moi , je vous prie de me dire , s'il y a un seul exemple , qu'on ait jamais osé recourir à la prise à partie contre les juges du parlement. Dans le petit nombre d'années que j'ai habité le palais , j'ai été témoin



des dénis de justice les plus crians , & de la violation la plus audacieuse des lois. Qui ne fait qu'il y a des procès qui traînent depuis des siècles , & que les parlemens éludent toujours de juger , parce qu'ils n'ont , ni assez d'impartialité pour condamner l'une des parties , ni assez d'effronterie pour condamner l'autre ; eh bien , de tant d'opprimés , & de victimes du pouvoir arbitraire des cours , soit en jugeant , soit en ne jugeant pas , nul n'a jamais osé demander la prise à partie. J'ai fait souvent cette accablante réflexion. Alors , je l'avoue , j'ai été quelquefois tenté de demander au ciel un despote , devant qui tous soient égaux , pourvu que comme chez l'empereur de la Chine , il y ait un tambour à la porte du palais , & que le prince soit tenu de descendre , dès que le moindre de ses sujets a frappé sur le tambour , & que le signal de l'oppression a retenti.

L'institution des bailliages , sans avoir les dangers du despotisme , en offroit les avantages. Vous craignez leur trop grand pouvoir , car par une étrange contradiction , vous leur reprochez de n'être pas assez puissants & de l'être trop ; mais il étoit facile d'empêcher leur puissance de devenir formidable.

Par exemple , le bruit s'étoit répandu qu'une déclaration du roi alloit paroître , qui obligeroit de rapporter les appointemens non plus à huis clos , mais en présence des avocats des parties.

La meilleure loi seroit celle qui ne souffriroit d'appointement que dans les affaires qui ne pourroient être portées à l'audience. C'est le vœu de l'ordonnance de 1667 , & de tous nos législateurs. Ce vœu est fondé en partie sur une distinction assez plaisante. Le même magistrat qui croiroit se déshonorer de mettre un prix même le plus léger à son attention à une plaidoirie , ne se fait pas de scrupule d'en mettre un exhorbi-

tant à la lecture d'un procès ; & les mêmes heures du juge sont gratuites ou ruineuses pour les parties , selon qu'il les leur donne dans son cabinet ou à l'audience.

Le bruit s'étoit également répandu qu'une autre déclaration alloit paroître , non moins défastreufe pour l'ordre des avocats , que la précédente l'eût été pour la communauté des procureurs. Je parle de celle qui autorisoit à plaider tous les avocats qui , comme vous, M. Bergasse , auroient eu la conscience de leurs forces & la confiance des parties. Ainsi , notre barreau auroit été comme celui de Rome & d'Athènes , où Erucius pouvoit plaider , encore qu'il fût bâtard , & Démostène , bien qu'il fût fils d'un fourbisseur , & que dans son souterrain il n'y eût pas d'antichambre passable. C'eût été sans doute un abus horrible.

Ainsi , désormais les jurisconsultes auroient été connus , non plus par le rôle du bâtonnier , & par l'almanach royal , mais par leurs consultations , leurs mémoires , leurs plaidoiries & leurs couronnes civiques. Heureusement la chute des ministres a prévenu de si grands désordres.

Puisse aussi revivre la coutume qui existoit anciennement , comme l'atteste Beaumanoir , d'entendre les témoins en public , & cette loi romaine qui obligeoit les juges de demander à l'accusé , avant d'aller aux opinions , s'il vouloit qu'elles fussent données à haute voix , comme nous l'apprend ce passage de l'oraison pro Cluentio. *Quùm Junius Quæstor ex illa lege Cornelia quæsisset , clam an palam de se sententione ferri vellet.* Qu'on institue , ou qu'on fasse revivre ces lois , & bientôt les juges ne seront plus à craindre.

B \*\*\*.

Ce n'est point assez que les juges ne soient point



à craindre , il faut qu'ils soient eux-mêmes au dessus de toutes craintes. Lequel d'entre ces nouveaux juges osera résister à l'autorité ? lequel sera doué d'un pouvoir assez grand pour mettre son devoir au-dessus des persécutions éclatantes & sourdes dont il pourra devenir l'objet. Que pourront de tels tribunaux pour défendre les malheureux qui , à mon exemple , auront à lutter contre le vice en crédit , & contre le crime armé du pouvoir ? Comment se permettront-ils d'élever la voix en faveur des persécutés , quand un mot , un seul mot pourra les réduire au silence ? Ainsi donc nous aurons des tribunaux assez forts pour opprimer les peuples confiés à leurs soins , & trop foibles pour nous garantir des vexations , dont , sous un gouvernement arbitraire , nous courons le risque à chaque instant de devenir les victimes.

L\*\*\*.

Et moi , je dis au contraire : nous aurons des tribunaux assez forts pour défendre , & trop foibles pour opprimer. Votre erreur est de croire qu'il n'y a que la force qui défende ; mais c'est une expérience éternelle , dit l'esprit des lois , que le fort est bien plutôt tenté d'opprimer , & que tout homme qui a du pouvoir est porté à en abuser. Ce sont les foibles qui protègent de l'oppression , parce que le sentiment de sa propre foiblesse & de ses propres besoins , comme celui des maux qu'on a soufferts , rend compatissant & qu'on ne voit qu'au secours de son semblable. Il est difficile , par exemple , que les parlemens , composés de nobles & de grands propriétaires , ne penchent un peu en faveur des seigneurs contre leurs vassaux. Les baillages seront plus mêlés , & c'est encore un grand abus de moins.

Vous représentez toujours les parlemens comme les peres du peuple , & les défenseurs de nos libertés ; mais je voudrois bien savoir comment ces compagnies ont pu mériter ces titres pompeux ? Si on y prend garde , elles ne sont devenues si puissantes qu'à nos dépens. Dans l'origine , les parlemens ont dit au roi : donnez-nous l'enregistrement , & nous vous donnerons l'impôt ; à peu près comme Léon X disoit à François Ier : donnez-moi les annates , & je vous donnerai les évêchés ; c'est ainsi que les parlemens ont usurpé tous leurs droits , en sacrifiant les nôtres. Quelles sont donc ces obligations si grandes que nous leur avons , & le fondement de la vénération des peuples ?

Pour ne parler que *du plus ancien & du plus respectable tribunal de l'Europe* , du parlement de Paris , il ne cesse de répéter qu'il est le plus ferme soutien de la monarchie ; & ses registres nous les représentent anglois , sous Charles VI & Charles VII ; ligueur , sous Henri III & Henri IV ; frondeur , sous Louis XIV ; enfin , ouvertement republicain par jansénisme , sous Louis XV , & par philosophie , sous Louis XVI.

Ils parlent de leur attachement inviolable à la personne du roi , & ils ont fait le procès à Charles VII , qu'ils ont déshérité & banni , sur le simple titre de serviteur du dauphin , écartelant les gentilshommes & tous les bons Français qui leur tomboient entre les mains , livrant la France aux ennemis , & , pour prix de l'esclavage de la nation , stipulant la souveraineté du parlement. Ils ont fait le procès à Henri III , & ordonné tous les ans une procession en actions de grace de son régicide ; ils ont proscrit Henri IV , défendant , à peine d'être pendu & étranglé , de communiquer  
avec



avec lui; ils ont fait la guerre à Louis XIV; à la vérité, ils n'ont pas fait la guerre à Louis XV, ni à Louis XVI; mais qu'on compare les registres d'alors, on verra que dans ces derniers temps ils ont fait bien plus. Sous Louis XIV, Henri IV, Henri III, Charles VII, ce n'étoit que le ministre ou le monarque, que leurs arrêts ou leurs armes s'efforçoient de renverser; aujourd'hui c'est la monarchie elle-même qu'ils détruisent dans leurs très-humbles remontrances.

Ils parlent de leur sagesse, de leurs lumières, de leur humanité, de leur infaillibilité; il paroît même que le parlement de Paris croit de très-bonne foi à cette infaillibilité. Imaginerait-on, par exemple, que lorsqu'il eut déclaré la dame de la Pivardière & le prieur de Misery, atteints & convaincus du meurtre du sieur de la Pivardière, les juges se trouvant eux-mêmes atteints & convaincus du mal jugé le plus évident, par l'apparition subite du mari, ils furent néanmoins une année entière à l'interroger & à le tourner en tous sens, ne pouvant se persuader qu'un homme déclaré mort, par un arrêt de la cour, fût en bonne santé. Que seroit-ce si, fouillant dans leurs registres, je produisois les arrêts contre les magiciens, les vénériens, les cartésiens, le quinquina? on verroit que les parlemens ont toujours été les derniers sur qui la lumière de la philosophie s'est levée, & que ces contrées barbares semblent être au couchant de la raison.

Pour ne citer qu'un petit nombre de traits, n'est-ce pas le parlement de Paris qui, dès son origine sous Philippe-le-bel, écorchoit vif les deux Lanoi, & les traînoit en cet état sur un pré nouvellement fauché? sous Louis XI, condamnoit, sans l'assistance des pairs, Jacques d'Armagnac; sous François premier, dépouilloit

iniquement de ses biens le connétable de Bourbon ; faisoit brûler à petit feu ces six luthériens , dont le supplice offre des raffinemens de cruauté inouis ; en 1559, rendoit ce bel arrêt qui ordonne de tuer tous les huguenots , par-tout où on les trouvera ; brûloit la maréchale d'Ancre comme forcier ; embastilloit le maréchal de Luxembourg comme forcier ; faisoit injonction d'assommer le cardinal Mazarin , *enjoint à tous de lui courir sus* , promettant cinquante mille écus , & le pardon de ses autres meurtres au brigand qui l'assassinerait ; bâillonnait Lally ; condamnoit le chevalier de la Barre ; ne pouvoit souffrir que trois innocens fussent arrachés au supplice , quand il les avoit condamnés ; n'enregistrait qu'à main armée , & de très-exprès commandement nos meilleures lois , mais , en revanche , enregistrait , en chantant le *nuuc dimittis* , la révocation de l'édit de Nantes ; ne faisoit point de remontrances sur les dragonades , enregistrait la capitation , & tous les autres impôts qu'il plaisoit à Louis XIV & à Louis XV de lever ; en 1757 , enregistrait cet édit , portant peine de mort contre tous auteurs , imprimeurs & colporteurs de livres , tendans à émouvoir les esprits , & à porter atteinte à l'autorité du roi ; & , il n'y a pas un an , oubliant leurs arrêtés & leurs sermens , enregistraient encore un impôt , & autant qu'il étoit en eux , mettoient la liberté en péril , de peur d'avoir des quartiers d'hiver à Troyes , & d'être privé , de leurs loges à l'opéra , comme ces sénateurs à Pharsale forçoient Pompée de hâter la bataille , de peur de ne point manger des figues de Tusculem.

Ne sont-ce pas eux enfin , dont le cadavre , enseveli depuis quatre mois , n'a paru sortir du tombeau que , comme ces revenans , pour faire entendre un bruit de chaînes , & menacer de l'oppression.



sion , en demandant les états de 1614. (1) Ainsi leur premier vœu , le seul qu'ils aient porté aux pieds du trône , a été contre la liberté de ce peu-

---

(1) *Aux états de 1614.* C'est une chose remarquable que des six bureaux des notables, il n'y ait que celui de Monsieur, qui ait rejeté la forme de 1614, à la majorité d'une voix; tandis que dans cette foule d'écrits dont nous sommes inondés, il ne s'en est pas trouvé un seul où l'on ait osé défendre cette forme gothique, & bien digne du ministère d'alors: mais il étoit naturel que cette cause, assez désespérée pour ne pas trouver un défenseur dans les écrits où l'on veut des raisons, en trouvât un grand nombre dans des bureaux où l'on ne demandoit que des opinions, lorsque ces bureaux étoient composés uniquement de nobles en épée, en robe & en soutane. Heureusement ces arrêtés des patriciens ne sauroient aujourd'hui troubler l'état, & ne feront pas qu'on se retire sur le mont Aventin. L'ignorance & la barbarie de nos pères, loin d'être une règle pour nous, n'est qu'un avertissement de faire ce qu'ils feroient s'ils étoient à notre place avec nos lumières. Ainsi pense la nation, quelque soit l'avis des notables: comme cette pluralité de voix que la noblesse & les parlemens ont su obtenir, dispa roît & se perd au milieu des acclamations unanimes de vingt-quatre millions d'hommes! Les villes & les campagnes, les municipalités & les corporations, tous d'un bout de la France à l'autre, ont accompagné de leurs vœux aux pieds du trône les députés de Nantes. Bretons, Dauphinois, généreux plébéiens, quelles actions de grâces ne vous doivent pas nos provinces! votre invitation & votre exemple ne feront point perdus pour elle. C'est vous qui aurez appelé les Français à la véritable liberté: car il ne faut pas croire que cette liberté si vantée, si chère, soit celle dont on nous parloit il y a trois mois. Les Grecs sont, sans contredit, chez les anciens, le peuple qui a le mieux connu la liberté; mais veut-on savoir en quoi ils la faisoient consister? dans l'égalité des conditions. Point de satrapes, point de mages, point de dignités, point d'offices héréditaires. Les aréopagistes, les printanes, les archontes, les éphores n'étoient point des nobles, ni les amphyctions des milords. On étoit, ou fourbisseur, ou sculpteur, ou laboureur, ou commerçant, ou péripatéticien, c'est-à-dire, promeneur! On étoit fort ou

ple , à qui ils doivent leur salut ; mais , auprès d'un monarque magnanime , ils n'ont fait que découvrir , sans fruit , leurs craintes secrètes , & le

foible , riche ou pauvre , courageux ou timide , bien ou mal fait , sot ou homme d'esprit , honnête homme ou frippon ; on étoit d'Athènes , ou de Mégare , du Péloponèse ou de la Phocide ; on étoit citoyen , on étoit Grec ; mais je n'aurois pas conseillé à Alcibiade de se dire gentilhomme ou marquis. On n'estimoit point alors les hommes , comme les chiens & les chevaux , par les races. Je n'aurois pas conseillé aux initiés ou aux prêtres de Jupiter , de se dire du premier ordre , ni aux oisifs , du second. Qu'est-ce qu'un premier ordre , auroit dit un Athénien ? sachez qu'il n'y a qu'un ordre dans une nation , l'ordre de ceux qui la composent. Ce n'est qu'à Sparte qu'il y en a deux , l'ordre des Lacédémoniens , & l'ordre des Ilotes , c'est-à-dire , l'ordre des maîtres & celui des valets.

La dispute sur les anciens & les modernes est bientôt terminée , quand on voit le traité que fait Xénophon avec un prince de Thrace. Il s'engage à lui conduire six mille Grecs , moyennant quatre dariques par mois pour lui général , deux dariques pour les capitaines , & un darique pour le soldat. Ainsi le soldat étoit alors au général , comme un est à quatre. Quelle énorme disproportion aujourd'hui dans le tarif des hommes ! Dans le célèbre pacte de famille , un soldat est évalué cent francs. Les soi-disans patriotes dans leurs arrêtés , se gardoient bien de nous rappeler à la véritable liberté dont nous sommes si loin , & de rapprocher les conditions. Au lieu de cela , on vouloit nous faire croire que c'est être esclave que d'obéir à un monarque , & que c'est être libre que d'obéir à des magistrats. Mais la nation est trop éclairée à cette époque , pour prendre ainsi le change.

Cette nation qui , dans l'histoire , offre un mélange de tout l'esprit & la politesse attique , & de la générosité & la grandeur romaine ; cette nation , la seule dans l'univers qui parut formidable aux Romains , comme l'attestent leurs lois ; qui après les avoir assiégés dans leur capitolé , n'a cédé que la dernière à leur milice & à leur fortune , n'a été soumise que par celui qui les asservit eux-mêmes , & compte plus de 2400 ans de noblesse ; cette nation placée sous un



peu de sincérité de leur demande des états-généraux ; quoiqu'ils fassent , l'édifice , dont la colere les a poulés , comme Samson , à ébranler les colonnes , retombera aussi sur eux-mêmes.

Les voilà , ces compagnies augustes , irréprochables , infaillibles , ces généreux défenseurs de nos libertés , si avarés de notre sang ; ces protecteurs assurés contre les oppressions de toute espece ,

---

si beau ciel & dans une terre si fertile , que les exilés l'ont choisie dans tous les siècles pour leur retraite , & ne lui préféreroient que la patrie ; nation non moins féconde en héros , & qui seule tiendrait presque autant de place que toutes les autres ensemble dans la galerie des grands hommes en tous les genres ; aujourd'hui que les lumieres de la philosophie y ont pénétré de toutes parts , & qu'elle en est comme investie , cette nation conspire à ajouter encore à ses arts , à la gloire & à la splendeur du nom français , l'avantage de la plus sage législation , de la meilleure forme de gouvernement possible , & offre au monde le premier exemple d'une révolution due aux lettres & aux progrès des lumieres. Et quel heureux concours de circonstances ! Dans cette tendance de tous les esprits à une meilleure constitution , pour la seconder & la diriger , il se rencontroit un homme dont la réputation a reconquis le ministère , où sa réputation l'avoit conduit une première fois ; un homme pour qui seul semblent revivre ces temps anciens , où la vertu élevoit aux grandes charges , & qui depuis le moment où l'éloge de Colbert a attaché sur lui nos regards , & lui a ouvert la même carrière , a consacré toutes ses heures à laisser lui-même à la postérité , la matière d'un plus bel éloge. Heureuse la nation d'avoir un tel ministre , & plus heureuse encore de l'avoir sous le regne de Louis XVI. Frédéric songeant qu'il étoit roi de France , trouvoit ce rêve le plus beau que pût faire un souverain. Louis XIV trouvoit plus beau encore d'être le sôphi ; Louis XVI. ne trouve rien de plus grand que de régner sur les Français , mais d'y régner comme Henri IV & Louis XII ; & ce que n'ont point fait Henri IV & Louis XII , ce que n'ont point fait les Nerva , les Trajan , les Antonin , les Marc-Aurele , Louis XVI a limité la monarchie.

ces peres de la patrie. Quel bailliage n'auroit pas été mis en pieces , s'il se fût permis de fouler ainsi aux pieds les droits de la nation !

Mais , dites-vous , qui osera dans les bailliages *mettre son devoir au-dessus des vaines terreurs , dont on tentera de l'environner ?* Qui osera ? celui qui mettra sa confiance , non dans la puissance de sa compagnie & dans sa robe , mais dans la force de la loi , dans sa conscience , dans le suffrage du peuple , toujours ennemi déclaré de l'oppression , toujours plutôt porté à sauver même un coupable , quand il est poursuivi par un adversaire trop puissant ?

Sans doute , un conseiller au bailliage ne fera pas aussi opulent qu'un conseiller en la cour ; mais plus de juges sont corrompus par leurs richesses que par leur pauvreté.

Qu'on regarde autour de soi quels sont ceux qui se distinguent par le courage de tout dire , & de se sacrifier pour la cause du bien public ? est-ce dans l'opulence & les rangs élevés qu'on rencontre plus communément cette élévation des sentimens , ce zele & cette intrépidité ? Non , sans doute. Aux états de 1614 , dans le silence des grands & des parlemens , un seul homme parla avec une liberté romaine , & étonna l'assemblée par son courage à s'élever contre les abus de toute espece. *Qui êtes-vous , lui dit le ministre , choqué de sa hardiesse ? Je me nomme Rapine , & je suis ici votre égal.* Ce Rapine n'étoit qu'un juge de bailliage , l'avocat du roi à Saint-Pierre-le-Moutier.

C'est assez m'étendre sur cette matiere. Je pourrois rendre plus sensible le bienfait de la nouvelle législation ; mais je ne parle pas devant des personnes à qui il faille tout dire. Je me fers de l'a-



avantage d'avoir un adversaire qui a lui-même éprouvé dans un tribunal inférieur une partie des abus que j'ai relevés, & je ne suis point entré dans des détails qu'il a si bien développés. Que vorre raison cherche à ce que je viens de dire, une réponse, dont elle soit contente, & je me tais. Nous crions tous deux contre la tyrannie : vous contre le despotisme ministériel, & moi contre le despotisme parlementaire. Ce n'est point en ce moment, où la nation demande à se régénérer elle-même, que les réquisitoires de M. Tron Joly & de M. Séguier me feront trahir ma pensée. Dans ces jours qu'il doit bien m'être permis de rappeler aujourd'hui qu'on s'efforce de m'avilir ; dans ces jours, où je ne pouvois monter au palais, qu'il ne fallût des gardes pour contenir la foule qui m'y suivoit, lorsque la faveur du public & l'ivresse des succès me rendoient idolâtre de ma profession ; j'en ai fait le sacrifice, & je me suis dévoué à la haine pour la cause d'un seul homme ; je puis bien m'y dévouer encore, & me faire des ennemis pour la cause de la nation. J'ai méprisé alors la radiation de l'ordre, je ne craindrai point la lacération du parquet. On m'a arraché mes clients, on peut bien me faire perdre quelques souscripteurs ; mais on ne m'enlèvera point les regrets, dont m'ont honoré les uns & les autres ; je n'ai pas le bonheur de jurer, comme Cicéron, en sortant du consultat, que j'ai sauvé la patrie ; mais, ce dont je pourrai faire le serment, en cessant d'écrire, c'est que je n'ai point vendu ma plume, & il m'a semblé que notre constitution réunissoit aux inconvéniens de la monarchie les vices de l'aristocratie. Vous n'avez pu disconvenir que les nouveaux n'opérasent de très-

grands biens. J'ai cru que l'intérêt d'une douzaine de villes ne pouvoit balancer celui de toute la France, que, dans un corps bien organisé, il ne falloit point, pour enfler quelques membres, que tout le reste se desséchât, & pour finir par un verset de psaume, comme vous avez commencé : je l'ai cru, c'est pour cela que j'ai parlé ; mais, en vérité, je ne méritois pas les noms d'infame & de mauvais citoyen. *Credidi, propter quod locutus sum ; ego autem humiliatus sum nimis.*

### POSTSCRIPTUM.

Sur la fin de cet entretien, je m'étonnois du long silence de M. Bergasse, il ne parloit plus ; mais ce grand homme *suoit l'éloquence*, lorsqu'un courrier qui suoit aussi apporta au château l'arrêt du 5 décembre. A cette lecture, l'admiration de l'un, & l'étonnement de l'autre furent au comble. L'arrêt nous met d'accord, lui dis-je ; mais pourquoi vient-il si tard ? puisse du moins le parlement persister dans celui-ci ! — En doutez-vous ? — quoi, vous croyez que le parlement qui demande la liberté de la presse, souffriroit que notre entretien, par exemple, devint public ? — Ce seroit une rude épreuve, mais il donneroit, j'en suis certain, le premier exemple de la tolérance. — C'est une excellente pierre de touche, essayons-là, mais je ne m'y fie pas, *timeo Danaos & dona ferentes.*



---

*Le dernier Mot du Tiers-Etat à la Noblesse de France.*

---

Qu'avez-vous fait pour tant de biens ? Vous vous êtes donné la peine de naître , & rien de plus.

---

Janvier 1789.

**D**Ans les circonstances présentes , où l'harmonie est si nécessaire entre les différens ordres de l'état , la discorde agite ses flambeaux , & divise les esprits. On fait des vœux pour la réformation des abus , & les deux premiers ordres du royaume parlent de privilèges & de droits , comme si , dans une calamité publique , on devoit encore songer à ces distinctions. Les Français de tous les ordres ont-ils donc oublié qu'après le tremblement de terre qui a désolé *Messine* , les habitans échappés à l'engloutissement , s'écrierent : *Le ciel soit loué ! riches & pauvres , nous sommes maintenant tous égaux.*

Un sentiment si généreux n'est pas le partage de la noblesse française : elle veut faire valoir ses anti-ques usurpations. Unie d'intérêts à un ordre respectable par ses augustes fonctions , elle prétend dicter encore des conditions , & faire supporter par le tiers-état les contributions nécessaires pour régénérer les finances de l'état , que des gratifications énormes , des pensions exorbitantes accordées à la noblesse ont absorbées.

La noblesse est un corps respectable sans doute ; jamais le tiers-état ne lui a contesté les préférences, les égards qu'elle mérite ; mais vouloir s'en faire un titre pour l'écraser, c'est le comble de la déraison & de l'injustice.

La noblesse commande les armées, mais le tiers état les compose. Quand la noblesse verse une goutte de sang pour la patrie, le tiers-état en répand des ruisseaux. C'est le tiers-état qui fait la force & la richesse du royaume. Il est agriculteur & commerçant ; c'est lui qui remplit le trésor de l'état : & pour qui ? pour la noblesse.

Le tiers-état ne rappellera point ici les subsides immenses qu'il paie ; il se contentera d'exposer les prérogatives dont jouissent les nobles. Richesses territoriales, honneurs, dignités, pensions, graces, retraites, gouvernemens, écoles gratuites, fondations pour les demoiselles, chapitres richement dotés, établissemens de tout genre ; voilà les faveurs que l'état prodigue à la noblesse, exclusivement aux citoyens du tiers-état. Ajoutez les exemptions de certains subsides, le droit de chasse, droit onéreux qui ne peut subsister tel qu'il est, parce qu'enfin il faut un terme à tous les abus, & ce terme est arrivé, tels que les profits de fiefs, droit de retrait féodal, lods & ventes ; quint, requint, dîme, champart, &c. &c. &c. ; la noblesse jouit de tout, possède tout, & elle voudroit s'affranchir de tout. Le clergé paroît aujourd'hui ne plus tenir à ses prétentions. Il laisse à la noblesse le soin de les faire valoir, parce que si elle réussissoit dans les siennes, il sauroit bien en tirer des inductions & des argumens en sa faveur. Mais le tiers-état, éclairé sur ses droits, trompera les efforts de la ligue.



La noblesse , peu confiante dans les moyens de sa cause , a cru devoir s'étayer de la protection des princes auprès du roi , & elle a obtenu qu'ils présentassent un mémoire à sa majesté. Dans ce moment , le respect dû aux princes nous fait un devoir de mesurer nos expressions ; & quel que soit le sentiment que fasse naître la lecture de ce mémoire , nous saurons nous contenir dans de justes bornes : loin de nous donc le dessein d'offenser par une parodie ou par des ironies , armes injurieuses & sangiantes qu'il faut laisser à ceux que la haine enflamme , ou que la jalousie irrite. La raison a un langage plus tranquille. Nous proposerons nos réflexions avec cette confiance que donne la vérité..... La vérité ! c'est la vertu du tiers-état.

Le rédacteur du mémoire présenté au roi en a imposé aux princes , & , par suite , à sa majesté , en disant que *l'état est en péril , & qu'une révolution se prépare dans les principes du gouvernement , par la fermentation des esprits* ; c'est encore une inexactitude d'avoir donné à entendre que le tiers-état veut s'ériger en législateur , en disant que *l'éloquence ou l'art d'écrire , même dépourvu d'études , de connoissances & d'expérience , semblent des titres suffisans pour régler la constitution des empires*. Jamais le tiers-état n'a désespéré de la république ; il connoît mieux que la noblesse les ressources de l'état , les moyens de le régénérer , sans convulsions , & sans altérer sa constitution formelle. Le tiers-état est plus instruit de l'histoire & de toutes les sciences que la noblesse , parce que c'est sa seule distinction , & qu'il ne néglige rien pour se la procurer. Le tiers-état compose les académies savantes , & les morceaux que ces com-

pagnies publient chaque année , dans tous les genres , ne font point *dépourvus d'études , de connoissances & d'expérience.*

Il n'est pas plus vrai que le tiers-état ait mis les *droits du trône en question.* C'est une imputation gratuite faite au tiers-état , & plus cette imputation est grave , plus il lui importe de la détruire aux yeux de la nation. Les princes (1) ont été , sans le vouloir , les dénonciateurs auprès du roi , d'un attentat supposé. On a trompé leur religion , afin qu'ils trompassent ensuite celle du roi. Le tiers-état demande à être admis aux états-généraux , en tel nombre , qu'il ne puisse être accablé par les deux autres ordres , dont la ligue & les intentions sont connues. Cette demande n'a rien que de juste. Elle dérive du droit naturel. Il faut donc être bien méchant , ou bien aveugle , ou bien ignorant pour voir , dans cette prétention , un dessein d'ébranler les fondemens du trône. On a donc déguisé la vérité aux princes , en leur présentant à signer un mémoire faux & erroné dans tous ses points , & qui a calomnié le tiers-état dans l'esprit des princes & dans l'esprit du roi.

On en veut au tiers-état , parce qu'il résiste à l'oppression ; mais ne veut-on pas considérer sa position fâcheuse ? Parcourez les annales de tous les pays du monde , & trouvez une nation aussi docile , aussi paisible dans le malheur. Où est le peuple , dans une monarchie , qui ait supporté une progression si forte & si prompte d'impôts sous toutes les formes ? Ce n'est que lorsque le ministère

---

(1) Il est important de dire ici , que MONSIEUR , M. le duc d'Orléans & M. le duc de Penthièvre , n'ont point signé le mémoire présenté au roi.



lui-même voit l'impossibilité d'imposer davantage , que le peuple fait entendre ses gémissemens ; & vous transformez ses plaintes en cris menaçans !...

Le tiers-état s'est-il plaint avec amertume de ces apanagés considérables de plusieurs provinces , dont la distraction des revenus ordinaires de l'état a nécessairement fait établir un plus grand fardeau sur le peuple ? On fait que les lois du royaume fixent le revenu que l'état doit à chaque prince ; la chambre des comptes dresse des procès-verbaux d'évaluation , pour que les provinces données en apanage n'excèdent pas en revenus la fixation constitutionnelle. On sait aussi que ces lois ne sont pas observées , & par conséquent que la constitution est altérée. Le tiers-état s'en est-il plaint ? Il a su , il a lu ce tiers-état , dans les comptes publiés par le gouvernement , combien de millions avoient été enlevés du trésor de l'état pour payer les dettes que ni le roi , ni l'état n'avoient contractées. Les murmures du tiers-état se sont-ils fait entendre ? Et voilà l'ordre qu'on injurie !... Il paie les six huitièmes des impôts , on dîme ses récoltes , on prend le treizième du capital de ses fonds , à chaque mutation ; il loge les gens de guerre ; on détruit ses moissons par l'usage barbare du droit de chasse , il expose sa vie à chaque instant du jour pour la société entière , & on le calomnie !... Labourez donc vos terres , hommes vains d'un titre que le hasard vous a donné , cultivez vos vignes , fouillez vos mines , gardez vos frontieres , gagnez des batailles , commentez les lois , défendez la veuve & l'orphelin , devenez artistes , commerçans , savans ; mais auparavant apprenez à être laborieux & patients : puisque vous avilissez le tiers-état par vos mépris , il ne vous doit plus rien. Nobles

orgueilleux , vous ne pouvez décemment exiger aucuns services de gens que vous ravalez si fort , vous ne devez leur permettre aucune communication avec vous : craignez la contagion. Qu'aurez-vous à désirer ? Vous aurez des chevaux , des chiens , des équipages , des maîtresses , des parlemens *nobles* pour vous juger : jouissez de tous ces biens que l'insurrection de la philosophie nous fait priser à leur juste valeur ; vous aurez tout , vous ne manquerez que de pain : vos nobles mains accoutumées à manier l'épée , ne sont pas faites pour remuer la terre , qui n'accorde ses fruits qu'aux sueurs d'un travail pénible. Les gens *ignobles* du tiers-état , chassés du royaume par vos dédains , chercheront un asyle où le titre de citoyen soit respecté. Les états-unis ont de vastes contrées à défricher ; ils accueilleront sans doute un peuple fidele & doux qui pleurera sur sa patrie en la quittant , & regrettera sur-tout de ne pouvoir plus vivre sous les lois d'un monarque digne de l'amour de ses sujets , & qui feroit leur bonheur , si on ne lui en déguisoit pas les véritables moyens.





---

*Mémoire du Peuple Français au Roi.*

---

SIRE,

De quelle douleur sont pénétrés vos fideles sujets du tiers à la vue du mémoire qui vient de vous être présenté par les princes ! On ne rend pas justice à notre attachement pour votre personne ; on suspecte nos intentions ; on repousse nos justes demandes. Pourquoi faut-il que les traits qui nous blessent , partent de mains aussi cheres ? Loin de nous le reproche ou la plainte offensante. Le sang de nos maîtres a des droits sacrés à notre amour , à notre respect. Nous ne démentirons point ces sentimens que Dieu lui-même a gravés dans le cœur de nos peres , qu'ils nous ont transmis avec le jour , & dont la succession est aussi invariable que celle de la couronne dans votre auguste maison.

Nous ne discuterons point en ce moment les principes qui servent de base à nos réclamations. Notre défense est sous les yeux de Votre Majesté. Nous attendons sa décision suprême sans impatience & sans crainte. Nous nous bornons à justifier nos desseins , à dissiper les alarmes qu'on veut lui inspirer.

Non, Sire, l'état n'est point en péril , si l'on appréhende un changement de constitution d'après la disposition actuelle de nos cœurs & de nos esprits. Qui plus que nous oloit être attaché à la gloire de la monarchie & au maintien de votre autorité ? Vos sujets du tiers-état n'oublieront jamais qu'ils doivent à la dynastie actuelle l'avantage inestimable d'avoir été rendus à la qualité d'hommes & de citoyens. Nos pères gémissaient sous une honteuse servitude. Ce sont vos aïeux, Sire , qui les ont affranchis & rappelés aux délibérations nationales. Qu'un hommage immortel de reconnaissance atteste à tous les siècles le plus signalé des bienfaits ! que ce soit encore le tribut sacré de nos derniers neveux envers les successeurs de Votre Majesté ! Et nous pourrions être soupçonnés d'attaquer les droits du trône , à l'abri duquel nous avons été régénérés ! de vouloir renverser des lois qui , après l'existence naturelle , nous ont assuré les droits plus chers & la plus précieuse de toutes les propriétés !

Que la noblesse , Sire , retrace sans cesse ses services pour appuyer ses prérogatives , nous nous plaçons à rappeler nos obligations pour vous prouver notre amour.

Mais ce bienfait de vos ancêtres se roit incomplet, Sire , il nous deviendroit inutile , si la répartition inégale des charges de l'état continuoit à peser



peser sur nos têtes. C'est à Votre Majesté qu'est réservée la gloire de perfectionner le plus bel acte de l'autorité souveraine , en redressant ce grief dont nous nous plaignons. C'est pour l'exposer à vos yeux dans toute son énergie, que nous avons demandé dans l'assemblée de la nation une représentation égale à celle des deux autres ordres , nous qui constituons principalement la force de cet empire , qui le vivifions par le commerce , qui le fécondons par l'agriculture , qui rendons vos armées redoutables aux puissances voisines , nous à qui le ministère évangélique est confié en grande partie dans les villes & dans toutes les campagnes , & l'administration de la justice dans la plupart des tribunaux.

A la veille du jour solennel où seront agités tant d'intérêts divers , où tous les droits vont être de nouveau examinés , balancés & conciliés , il est presque impossible que d'une fermentation générale & inévitable , il ne résulte pas quelques opinions hasardées qui excèdent la mesure d'une saine politique. Que Votre Majesté n'en soit point alarmée. Telle est la marche de l'esprit humain. Lorsque chaque individu isolé se livre sans contradicteur à l'examen d'une question de droit public , alors , se pénétrant uniquement des principes trop sévères d'une égalité primitive ou de l'équité naturelle , le premier élan d'une imagination exaltée l'emporte au-delà du but désiré qui doit limiter les prétentions absolues de chacun des membres de la société , en déterminant leurs convenances relatives. Mais dans une grande assemblée , la discussion établie , la communication des lumières , la collision des opinions réduisent bientôt à leur juste valeur ces premières idées qui n'avoient été

jusques-là ni éclaircies , ni combattues. L'intérêt de chaque particulier disparoit devant celui de tout un corps de citoyens , l'intérêt de chaque corps cede à celui de l'état entier , & tout doit se rétablir dans ce juste équilibre où se rencontre seulement le maintien de l'ordre , de la sûreté & de la tranquillité publics. N'en doutez pas , Sire , & reposez-vous avec confiance sur l'amour des Français pour leurs maîtres. Loin de mettre en question les droits du trône , ou de vouloir en diminuer l'éclat , votre vertueuse modération aura à se défendre du zele & des offres de ses fideles sujets. Loin de chercher à anéantir les droits de la noblesse , touchés des sacrifices qu'elle nous prépare , & dont elle vient de renouveler la promesse , nous confirmerons par notre gratitude solennelle les lois qui assurent le premier rang à ce corps antique & valeureux qui fait l'honneur & l'ornement de l'état , comme nous en faisons la force. Ayant obtenu un moment , auprès de ces dignes chevaliers , l'égalité politique que nous avons demandée dans l'assemblée de la nation , nous jurons de nouveau de respecter à jamais ces prérogatives , ces propriétés qui leur déferent la prééminence sociale qu'ils méritent à tant d'égard.

Pourrions-nous ne pas compter sur un juste retour de cette affection dont nous sommes animés envers eux ? Une pleine confiance dans leur loyauté ne doit-elle pas nous mettre à l'abri du danger qui pourroit résulter pour nous de la forme de délibération que nous sollicitons , de cette délibération commune de tous les ordres rassemblés ? S'il arrivoit que quelques membres du nôtre , séduits ou intimidés , vinssent à se détacher de notre cause , certes , ce seroit dans le clergé & dans



la noblesse que nous retrouverions de véritables citoyens qui, déterminés par de grands motifs de justice & de désintéressement, n'hésiteroient pas à se rallier à nous, & répareroient ainsi la défection de quelques lâches déser-teurs de notre parti.

Voilà, Sire, les seules armes que nous nous permettions d'employer pour combattre l'opposition qui s'élève contre nos justes demandes. Nous ne doutons pas qu'elles ne soient victorieuses. Nous croyons pouvoir assurer à Votre Majesté qu'elle n'aura pas lieu cette funeste scission dont l'idée seule inspire si justement l'effroi. Nous en avons déjà pour garant l'opinion de deux princes de votre sang dont le nom manque au mémoire qui vous a été présenté. Ce généreux exemple ne manquera pas d'être suivi. Une parfaite harmonie entre tous les ordres, si nécessaire à la félicité publique, rassemblera vos sujets autour de votre trône. Des lois sages, résultat heureux d'un assentiment général, fixeront invariablement les formes des assemblées nationales que vos successeurs seront dans l'impossibilité absolue de changer au gré de leurs opinions particulières ou des prétentions immodérées de l'un des ordres de l'état.

Vous n'oublierez point, Sire, les sermens de votre noblesse; mais sans en diminuer l'importance, nous lui rappellerons qu'il n'est aucune époque de l'histoire où le tiers-état ne lui ait prêté son secours & partagé l'honneur du succès. Si nos peres, condamnés au silence sous le régime oppresseur de la féodalité, ne purent faire entendre leurs voix dans l'assemblée des François qui proclama Hugues Capet, les barons qui la composèrent seroient-ils venus à bout de leur glorieuse entreprise, s'ils

n'eussent compté sur les armes & la fidélité de leurs vassaux ? Le nom de Charles VII ne rappelle-t-il pas le plus beau titre de gloire dont aucun peuple puisse s'honorer ? N'est-ce pas du sein du tiers-état que l'on vit sortir cette héroïne presque miraculeuse que la providence fit voler à la défense de son roi , qui eut l'avantage de voir combattre & triompher sous sa bannière l'élite & la fleur des chevaliers français étonnés de son courage & remplis de son enthousiasme ? Si l'histoire ne nous a pas conservé les noms d'une foule de morts qui ont ensanglanté les plaines d'Arques & d'Ivry , en est-il moins vrai que le sang du peuple y a cimenté les droits de la branche régnante autant que celui de la noblesse ? Gentilhomme ou roturier , capitaine ou soldat , tous ont partagé le péril & la victoire. Il suffit d'être né Français pour aimer sa patrie & son roi , pour se sentir enflammé du desir de combattre , de vaincre ou mourir à leur service.

Mais , Sire , quelques soient nos justes titres à l'honneur d'avoir servi notre pays aussi-bien que nos autres concitoyens , contens de nos preuves de gloire , nous ne voulons l'infraction des droits d'aucun des ordres , ni la confusion de tous. Nous respecterons , nous maintiendrons à jamais cette antique hiérarchie , cette distinction des membres de l'état , consacrée par les temps , principe essentiel & conservateur de cette illustre monarchie. Que des pontifes vertueux attirent sans cesse sur vous & sur vos sujets les bénédictions du ciel , nous révérons leur saint ministère sans envier leur rang. Que les chefs de votre noblesse nous mènent combattre & vaincre vos ennemis , nous partagerons leurs dangers sans leur disputer les faveurs dont il vous plaira les combler. Quel-



quelquefois , Sire , à l'exemple de vos prédécesseurs ; vous daignerez élever quelques-uns d'entre nous aux premières dignités de l'église , aux honneurs militaires , pour montrer que la vertu & les talens sont indépendans du hasard de la naissance , & que l'excellence de ce gouvernement , suivant l'expression d'un de nos plus fameux écrivains , consiste à ne priver aucun de vos sujets de l'espérance de parvenir à tout. Nous pourrions , par le choix de Votre Majesté , devenir ce que d'autres naissent , & sans doute nous ne serons pas humiliés de cette manière de nous élever au niveau des premiers de nos concitoyens.

Loin de nous également le projet de changer la forme du gouvernement sous lequel nous avons le bonheur de vivre. Sans doute de grandes & nombreuses améliorations sont indispensables. Mais en concertant avec Votre Majesté ce grand ouvrage , nous chercherons à nous défendre également de la fureur de tout innover , & de l'inconvénient de faire revivre toutes les institutions anciennes ; nous n'oublierons pas qu'il y a quelquefois du danger à tout prévoir , comme il en est un à tout négliger ; nous ne perdrons pas de vue qu'en France la défiance du pouvoir royal ne doit pas être , comme chez une nation voisine , la base de la constitution ; que l'amour & la confiance sont les liens les plus forts entre un monarque & son peuple , que l'autorité n'est jamais assez limitée , si l'obéissance doit toujours être inquiète & jalouse ; & qu'aussi une puissance trop limitée est un vain nom sans effet. Enfin , Sire , Votre Majesté veut une autorité sans despotisme ; nous désirons une liberté sans licence. Cet heureux accord servira infailliblement de fondement à la félicité publique.

Nous osons croire , Sire , qu'il ne reste à Votre Majesté aucun doute sur l'étendue de no-

tre amour pour elle , sur la pureté de nos vues. Nous avons désiré en déposer l'expression & le témoignage dans son sein paternel. C'est elle que nous choisissons maintenant pour médiateur auprès des princes de votre sang ; & lorsque nous vous aurons convaincu , pénétré de notre attachement , de notre zèle , de notre respect , de notre obéissance , vous direz à cette brave & généreuse noblesse qui vous environne : *Voilà pourtant ces sujets fideles dont les sentimens ont pu vous paroître douteux ; ils sont dignes d'être vos freres ; ils sont aussi mes enfans.*

Achevez , Sire , vos généreux desseins. Déjà vos intentions bienfaisantes , vos intentions populaires ( s'il est permis de s'exprimer ainsi ) ont pénétré dans l'asyle du pauvre & changé les gémissemens de sa douleur en action de grâces. Que cet espoir consolant ne soit pas trompé. Vous rassemblez sous vos yeux votre nombreuse famille dans cette sage égalité que dictent les lois éternelles de la nature , de la raison & de l'humanité. Tous vos sujets , réunis par l'intérêt sacré de la patrie , quoique inégaux par les conventions de la société , contracteront sous vos auspices une nouvelle alliance dont votre gloire fera le gage , & nous irons , confondant nos vœux & nos larmes , remercier l'Etre suprême de nous avoir donné le meilleur des peres dans le plus puissant souverain du monde.

*Janvier 1789.*





